



*Liberté · Égalité · Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES**  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement

### ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

**N°2009/207**

**Vu** le Code de l'Environnement livre V titre I<sup>er</sup> « partie réglementaire et législative », et notamment son article L 514-1,

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, modifié en février 2007,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 15022 du 9 octobre 1989 autorisant l'Union des Coopératives Agricoles à exploiter sur le territoire de la commune de FROUARD des silos de stockage de céréales,

**Vu** les constats effectués par l'inspection des installations classées lors de la visite de contrôle des installations classées de l'Union des Coopératives Agricoles exploitées sur le territoire de la commune de FROUARD du 5 décembre 2008,

**Vu** le rapport du 8 janvier 2009 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Considérant que** l'Union des Coopératives Agricoles sise à FROUARD ne respecte pas les dispositions de l'article 10 alinéa 2, l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007,

**Considérant** les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L511-1,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'Union des Coopératives Agricoles, "Silo de FROUARD"- Port public de Nancy-Frouard -54390 FROUARD est mise en demeure de respecter sur son site les dispositions de l'article 10 alinéa 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, modifié en 2007, dans un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté en engageant les travaux de mise en place des systèmes de découplage et des événements de décharge dont les caractéristiques techniques découleront de l'étude de dangers et de la tierce expertise.

### Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'Environnement.

### Article 3 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### Article 4 :

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Monsieur le directeur de l'Union des Coopératives agricoles, « Silo de Frouard »,

Et dont copie sera adressée à :

M. le Maire de FROUARD

NANCY, le 29 JAN. 2009

le préfet,

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUGARD